



## **APRES LES EMEUTES AU XINJIANG : REPRESSION ET COMMUNICATION**

Jean-Philippe Béja

**Comme au Tibet l'an dernier, le Parti justifie la répression en insistant sur la gravité des événements et en contrôlant la couverture médiatique.**

Voitures brûlées, visages de Hans ensanglantés, présence militaire et policière massive : les images des émeutes d'Urumqi diffusées par les médias chinois depuis le 6 juillet rappellent étrangement celles qui ont suivi l'émeute du 14 mars 2008 à Lhassa, la capitale du Tibet. Le discours du pouvoir aussi : tout comme les autorités avaient accusé les partisans séparatistes du Dalaï Lama d'avoir organisé le pogrom de l'an dernier, les dirigeants du Xinjiang dénoncent le congrès ouïghour mondial de Rebiya Kadeer d'avoir incité les Ouïghours d'Ouroumtchi à se soulever contre les Hans.

Le pouvoir a néanmoins tiré les leçons des événements de l'an dernier et des manifestations qui ont agité l'Iran au mois de juin. Dès le lendemain de la manifestation d'Urumqi, comme à Téhéran, les autorités ont coupé l'accès à Internet et aux services de téléphones mobiles, affirmant qu'il fallait empêcher les agitateurs d'organiser la guérilla urbaine. Ainsi, à part la courte vidéo de la manifestation, apparemment pacifique, du dimanche 5 juillet apparue sur *youtube*, toutes les images des événements ont été fournies par les médias officiels.

En même temps qu'elles tarissaient les sources alternatives d'images, les autorités ont ouvert grand les portes d'Urumqi à la presse internationale, allant jusqu'à installer les journalistes étrangers dans un hôtel transformé en centre de presse (l'un des seuls endroits de la capitale régionale à disposer d'un accès internet), à leur organiser des interviews avec des Ouighours et des Han, à leur fournir des dvd de photos des événements, etc.

En juin 2008, Hu Jintao, président de la République chinoise et secrétaire général du Parti communiste, avait déclaré qu'il ne fallait pas laisser la couverture des conflits sociaux aux internautes. Au lieu de faire le silence sur des événements qui pourraient être gênants pour le Parti, les médias officiels, notamment l'agence Chine nouvelle, devaient prendre l'initiative de manière à imposer leur version des faits. « *Nous devons perfectionner, déclarait-il à l'époque, notre système de couverture des événements publics imprévus, en donnant des informations faisant autorité le plus tôt possible, accroître notre rapidité, accroître la transparence et prendre sérieusement l'initiative dans le travail de propagande de la presse* »<sup>1</sup>. Ce que certains ont appelé le « contrôle 2.0 » a montré toute son efficacité depuis quelques jours.

Malgré cette « ouverture » en effet, on ne sait toujours pas ce qui s'est passé : des milliers d'Ouighours, furieux de l'impunité accordée aux assassins de deux de leurs compatriotes dans une usine de Shaoguan au Guangdong, se seraient répandus dans les rues d'Urumqi pour venger leurs frères, en massacrant des résidents Hans de la ville. Après cinq jours de silence sur le décompte ethnique des victimes, les chiffres ont été donnés : 137 Han, 46 ouighours et un Hui.

Comment, dans une ville qui dispose de considérables forces policières et militaires les autorités ont-elles pu laisser s'accomplir un tel massacre ? D'autant plus qu'en janvier de cette année, le secrétaire du Parti de la Région autonome annonçait que des troubles risquaient de se produire et que « le contingent du Xinjiang de la Police populaire armée avait été élevée au rang d'armée, cela signifiant qu'il disposerait de plus de ressources et de pouvoir. »<sup>2</sup>

Pourquoi les policiers armés, les militaires si nombreux dans la ville ont-ils, comme à Lhassa l'an dernier, attendu près de cinq heures avant d'intervenir ? Le 5 juillet, Wang Lequan, le secrétaire du comité du parti de la région et membre du bureau politique était pourtant à Urumqi. S'agit-il d'incompétence ? Ou de provocation ?

Comme à Lhassa en 2008, après l'émeute la capitale de la région autonome a été placée sous occupation militaire et policière et les images des soldats ont été largement diffusées par les médias officiels. La télévision chinoise, qui ne diffuse jamais d'images des révoltes, pourtant nombreuses, qui se produisent dans les campagnes, n'a cessé de montrer les images de l'émeute du Xinjiang, comme elle l'avait fait après celle de Lhassa. Le Parti n'a pas cherché à minimiser la portée de l'événement, au contraire. L'importance du bilan, le plus grave depuis le massacre du 4 juin 1989, montre qu'il a voulu frapper les imaginations. Plus étonnant encore, le Président Hu Jintao, fait sans précédent, a interrompu un voyage à l'étranger pour gérer cette crise.

La réponse du Parti est toutefois on ne peut plus classique : il faut tout faire pour défendre la stabilité, les coupables de crimes seront sévèrement châtiés, et les séparatistes poursuivis. Comme l'an dernier, des milliers de membres des minorités ont été arrêtés notamment à Hotan et à Kashgar dont les journalistes étrangers ont été chassés. Rappelons que la vieille ville de Kashgar, un joyau de l'architecture centre-asiatique dont l'entrelacs de ruelles peut fournir des abris aux « criminels » recherchés, est promise aux bulldozers « en raison des risques de tremblement de terre ».

Les autorités ont donc décidé de frapper fort en imposant une véritable terreur dans les régions habitées majoritairement par les Ouighours. Comme au Tibet l'an dernier, le Parti répond exclusivement par la répression aux manifestations de mécontentement dans les zones peuplées par les minorités, la gravité des pogroms lui assurant le soutien de la population Han.

Mais en insistant sur l'invincibilité de la « grande muraille d'acier », les dirigeants du Parti pourraient bien constituer un message à l'égard de tous les mécontents : en cette année d'anniversaires (de la Révolution de 1949, mais aussi de la révolte de Tienanmen en 1989), le pouvoir ne tolérera pas de désordres et armée et police armée sont prêtes à réprimer toute forme d'agitation.

---

<sup>1</sup> (1) 胡锦涛在人民日报社考察工作时的讲话, *Renmin Ribao*, 20 juin 2008.

<sup>2</sup> (2) Choi Chi-yuk, « Party boss tells Xinjiang police to be ready to block unrest » *SCMP* Jan 13, 2009.